

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

JUIN 1966 — 4^{me} Année — N° 33

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel . . . 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

La "grève" du 17 mai Les "Marxistes-Léninistes" et l'O.T.A.N.

CE n'est pas la moindre des veuleries du syndicalisme moderne de « contestation » que de ressasser toute l'année la nécessité d'un **changement de politique** et, lorsque l'occasion se présente de « manifester massivement cette volonté », de ne le faire qu'avec la discrétion la plus scrupuleuse et dans le respect le plus servile des exigences du pouvoir d'Etat. Lors du rassemblement des salariés parisiens de la fonction publique, les responsables syndicaux se sont attachés, nous dit la presse, à enlever à cet acte — le plus démonstratif de la grève du 17 mai — tout aspect d'apparence politique. M. Mitterrand — écrit « Le Monde » — se serait de lui-même abstenu d'y participer et les députés présents dans le cortège auraient été invités à ne pas arborer leurs insignes distinctifs. **Que ce soit la** l'effet d'un accord tacite ou explicite avec les autorités, **une condition sine qua non** de la tolérance officielle à l'égard de la manifestation, qu'il s'agisse seulement du reflet des difficultés que l'opposition rencontre sur des questions de programme et de nom, ou plus simplement encore que cette attitude réponde à la volonté des centrales de marquer ostensiblement un **apolitisme** de bon aloi, cette position s'inscrit logiquement dans l'œuvre désagrégatrice qui a déjà transformé l'arme de la grève en cérémonie rituelle inoffensive et qui maintenant en estompe de plus en plus le sens général. Il est désormais admis que les débrayages de 24 heures ne sont que congés non payés que l'on s'octroie et que leur « réussite » est d'autant plus grande que la date choisie permet d'arrondir le week-end ou coïncide avec une manifestation sportive internationale. Bientôt on fera ce genre de grève sans même savoir exactement pourquoi.

Toutefois, une chose, au moins, est claire : ce type « d'action » n'a pas pour objet de **porter un coup** au patronat ou à l'Etat, ni d'arracher une revendication déterminée ; il ne vise qu'à la **discussion**. Il s'agit de « secouer l'indifférence du pouvoir », de « le contraindre à reprendre le dialogue », d'obtenir « le droit de discuter ». La grande ambition du syndicalisme moderne c'est un strapontin à la table ronde des représentants de l'Etat et du patronat. C'est pour cette raison que le combat est fragmentaire, limité, sans conviction, et mené en ordre dispersé. Si, par exception, on met en branle plusieurs catégories le même jour, comme ce fut le cas le 17 mai, c'est pour revenir bien vite aux tractations mesquines dans l'ambiance ériquée de l'entreprise ou de la profession. Le mouvement, a dit en substance Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., « donnera plus d'élan à l'activité revendicative... il aura des prolongements dans les entreprises où les travailleurs ont des revendications à exiger de leur patron, au niveau des industries, où des questions sont à débattre avec les chambres patronales ». Ainsi, en dépit des espoirs des uns et des appréhensions des autres, rien de substantiel n'est changé dans la mission d'un syndicalisme qui **conteste** les modalités de fonctionnement du capitalisme mais ne met plus en cause ses fondements.

Pourtant on peut dire de la grève du 17 mai qu'elle fut **politique** ; à la condition toutefois de préciser les sens divers donnés à ce terme. Pour le philistin, est politique tout changement de majorité parlementaire et toute action électorale destinée à provoquer ce changement. C'est le sens étroit, le sens bourgeois du mot. Pour nous, et

dans le sens **prolétarien** du terme, la lutte ouvrière doit être politique pour dresser la totalité de la classe exploitée contre celle qui l'exploite, qu'il s'agisse seulement d'imposer une amélioration générale des conditions de vie et de travail des salariés ou qu'il s'agisse de l'objectif suprême : l'assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois. Dans cette acception le mouvement du 17 mai ne fut pas politique au sens prolétarien du terme, mais il le fut au sens bourgeois. Et c'est pourquoi nous le dénonçons comme destiné à tromper et à désorienter les ouvriers, non seulement parce qu'il a usé de **moyens serviles**, inefficaces et démoralisateurs, mais encore parce que son **but**, avoué ou inavoué, peu importe, n'était rien d'autre qu'un ravaudage réformiste, d'ailleurs impossible, de la société d'exploitation de classe.

Quel fut ce but, plus ou moins reconnu mais certain de la grève ? Nous l'avons trouvé clairement formulé dans un journal du parti socialiste, dans l'organe régional de M. Defferre : on ne saurait formuler de façon plus nette et plus classique les aspirations véritables de l'opportunisme de tous les temps. « A travers mécontentement et revendications — dit le texte — trois thèmes essentiels qui reviennent spontanément d'un bout à l'autre

du pays : augmentation des salaires, réduction de la journée de travail, désir d'une meilleure sécurité de l'emploi ». Eh bien voyons donc, Messieurs les Socialistes, qui, en tant que renégats chevronnés du mouvement ouvrier, **donnez le mieux** le ton dans l'actuelle trahison générale des intérêts du prolétariat, ce que vous déduisez de la situation et ce que vous en concluez. En nous adressant à vous nous sommes sûrs de viser en bloc tous ceux qui veulent sauver le capital de sa prochaine crise et qui s'affairent déjà dans ce sens. Les hommes, fussent-ils d'authentiques prolétaires, ont la mémoire courte et c'est à travers votre rôle passé qu'il convient le mieux de dénoncer le rôle présent de ceux qui s'inspirent de vos principes et de vos méthodes.

En s'en tenant à un seul des thèmes énoncés on pourrait déjà établir vos responsabilités. Le gaullisme n'a fait qu'exploiter l'état d'impuissance et de division de la classe ouvrière : il ne s'agit pas de s'indigner des méfaits du capitalisme dont il n'est qu'une expression, mais d'expliquer pourquoi la classe exploitée ne sait plus et ne peut plus les combattre effectivement. La revendication des augmentations de salaires est habituelle,

(Suite en page 2)

CE sont de curieux "marxistes-léninistes" que ceux de **L'Humanité Nouvelle** qui, lorsque de Gaulle liquide les bases américaines en France s'écrient : « **Nous ne pouvons que nous féliciter des initiatives en cours qui répondent au "cri du cœur" des Français : US, GO HOME !** » (Humanité Nouvelle, avril 1966) comme si le "cri du cœur des Français" pouvait être autre chose qu'un cri de chauvinisme et comme si les « initiatives en cours » du **gouvernement de la bourgeoisie impérialiste française** pouvaient servir d'une façon quelconque les intérêts internationaux du prolétariat ! En réalité, on assiste là à une simple résurrection du vieux mot d'ordre stalinien de l'im-médiat après-guerre, — US

GO HOME ! — et de la guerre froide qui, s'il éveillait quelque écho, ne pourrait avoir d'autre fonction de classe qu'alors, à savoir dévier vers un anti-impérialisme nationaliste et donc bourgeois les masses qu'on ne voudrait pour rien au monde voir se lancer dans la lutte révolutionnaire de classe dans chaque pays et dans le monde ! Car les intérêts nationaux de la **Russie** mis à part, tel fut bien la fonction mystificatrice de « l'anti-impérialisme » stalinien au lendemain du second massacre mondial, quand le prolétariat européen **espérait** encore obscurément qu'après les orgies d'Union Sacrée de 1939-1945, le mouvement communiste et l'U.R.S.S. elle-même allaient revenir

(Suite en page 2)

L'Europe et la révolution

L'EVENEMENT économique le plus important du mois et sans doute de l'année, est l'accord auquel viennent de parvenir à Bruxelles, après bien des difficultés et des marchandages, les ministres des six pays du Marché commun. Le contenu en est clair : le 1er juillet 1968, c'est-à-dire **avec un an et demi d'avance** sur la date prévue par le traité de Rome, l'union douanière sera réalisée entre les pays de la C.E.E. (suppression totale des droits de douane entre les pays-membres ; tarif extérieur commun à l'égard des pays tiers). Bien des obstacles sont encore à surmonter pour parvenir à l'union économique, c'est-à-dire à la libre circulation de la « main-d'œuvre et des capitaux », mais il est maintenant probable que ce but sera atteint, lui aussi, dans les délais fixés par le traité de Rome qui prévoyait la création en douze ans d'une puissance économique nouvelle, forte de 200 millions d'habitants.

Les « Européens », Lecanuet et Mitterrand en tête, se réjouissent : d'après eux, de Gaulle, cet empêcheur de danser en rond de l'Europe aurait cédé à la volonté populaire « clairement exprimée lors du premier tour des élections présidentielles » ! Les « communistes », comme d'habitude, font grise mine : pour eux le règlement financier des excédents agricoles sera « aussi un moyen de chantage aux uns de Bonn ». A eux le pompon tricolore ! Quant aux gaullistes, ils ont le triomphe modeste : M. J. Baumel, secrétaire général de l'U.N.R.-U.D.T., écrit : « **L'accord** est un succès pour l'Europe économique, c'est-à-dire pour l'Europe des réalités que nous avons toujours défendue... le gouvernement français prouve ainsi sa bonne volonté européenne ».

Pour tous ces politiciens il n'est donc question que de **volonté** : la bonne (la sienne), pour le gouvernement, celle du peuple pour les petits-bourgeois européens, celle des

odieux revanchards allemands pour les patriotes « communistes ». Pour nous, marxistes, il ne saurait être question, pas plus là qu'ailleurs, de « volonté », mais s'il faut parler le langage de ces messieurs nous dirons que **l'Etat bourgeois français** a dû céder (avec quelques compensations dans le domaine agricole qui risquent d'ailleurs d'être remises en cause par la négociation Kennedy) à la volonté d'une **puissance** infiniment supérieure à la sienne, la **puissance impersonnelle et dictatoriala du capital**.

Il aura fallu, en effet, deux guerres mondiales, meurtrières et dévastatrices, pour que la bourgeoisie européenne « comprenne » enfin ce que le marxisme sait depuis un siècle, que le cadre national dans lequel la bourgeoisie prend le pouvoir et généralise le mode de production capitaliste, devient bientôt étriqué en face de l'énorme développement des forces productives que ce dernier déchaîne, et que ce développement engendre avec les rapports de production un conflit gigantesque auquel seul le prolétariat peut mettre un terme, par la destruction de ce mode de production.

Cette destruction implique l'abolition des nations : la bourgeoisie ne peut, elle, que faire quelques pas dans cette voie, à travers des obstacles multiples, et l'épée dans les reins. Si la bourgeoisie des Six peut aujourd'hui « faire l'Europe », c'est grâce au surris que lui a laissé l'échec du grand mouvement prolétarien né en 1917 à Pétersbourg, battu en 1919 et 1923 à Berlin et étouffé en 1926 à Moscou. Et c'est seulement à l'issue de la seconde guerre mondiale, alors que la France, la Belgique et la Hollande avaient perdu ou allaient perdre leurs colonies et que l'Allemagne était déchirée en deux, que nos bourgeois « décidèrent » de « s'unir ». La meilleure preuve que les peuples, les malheureux, n'y furent pour rien, c'est que les accords qui engageront l'avenir des six na-

tions vers l'union économique furent passés **dès 1950** entre les Etats et les sidérurgistes des pays de la future C.E.E. Il s'agit du plan Schumann qui mettait en place la C.E.C.A., supprimant les barrières douanières pour le charbon, le minerai de fer, les ferrailles, la fonte et l'acier, c'est-à-dire les matières premières énergétiques et métalliques qui sont à la base de la grande industrie moderne. Les accords passés alors le furent « au niveau le plus élevé » et les peuples, bien entendu, n'y furent pour rien.

Quant au Marché commun, il est évident qu'il **découlait** logiquement de la C.E.C.A., l'acier étant le pain de l'industrie, la matière première nécessaire non seulement à la fabrication des biens de consommation industriels, mais aussi des machines destinées à les fabriquer comme des moyens de transport destinés à les échanger.

Pour les marxistes, la C.E.E. n'est donc le fruit de la volonté ni des monopoles gaullistes ou germaniques, ni du peuple lecanuetto-mitterrandien, ni du bon Dieu, bien que sa **Sainte Eglise ait tenu sur** les fonts baptismaux, mais des **contradictions incoercibles du développement du capitalisme mondial** à l'époque impérialiste. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les principaux groupes du capital financier européen ne peuvent espérer tenir sur le marché mondial, et en particulier sur les marchés du tiers-monde sous-développé, en face des colosses américain et russe qu'en créant, grâce et à l'intérieur d'un marché « national » de 200 millions d'hommes, des entreprises de taille internationale. Ou ils réussiront ou ils seront broyés. Et, encore une fois, la volonté des peuples n'y est pour rien !

Lénine, en marxiste sérieux, envisageant toutes les éventualités disait : « Les Etats-Unis d'Europe sont ou bien impossibles, ou bien réactionnaires » et il ajoutait que dans le second cas leur raison

d'être serait de tenter en commun de conserver leurs colonies, et d'essayer en commun d'étouffer le socialisme. L'invololution de la III^e Internationale et la dégénérescence totale du mouvement prolétarien qui s'en est suivi ont voulu qu'après une seconde tuerie, la seconde des possibilités prévues par Lénine se réalise. Mais il n'est pas question de nous lamenter. Nos maîtres nous ont appris qu'il n'est pas de solution définitive aux contradictions du capital.

De même que le Marché commun ne pourra mettre fin au conflit qui l'oppose à l'omniprésent capital américain, ou à celui qui naît en Europe Orientale en face de l'impérialisme russe, militairement fort mais économiquement encore insuffisant, de même il ne pourra empêcher l'aggravation de toutes les contradictions traditionnelles à l'intérieur de ses frontières. Les oppositions entre régions déprimées et régions avancées en développement rapide, entre industrie et agriculture, entre ville et campagne avec l'accélération croissante de l'urbanisation, vont s'aggraver. Les reconversions, à côté desquelles celles du Creusot, du Boucau, de Chasse, de Hennebont n'auront été que bagatelles, vont se multiplier. Cette fois, ce seront de grands centres comme ceux du Nord qui seront touchés. En revanche, il se produira dans les régions en croissance et en particulier dans la Rhur, le Nord de l'Italie, la Lorraine et les secteurs portuaires une homogénéisation des conditions de production et de concurrence éminemment favorables à l'action prolétarienne lorsque, au bout de cette ignoble et stupide période de super-productivité, viendra la **crise**. La bourgeoisie européenne retrouvera alors cet adversaire qu'elle avait cru éliminer définitivement à Berlin dans les années 20. Comme Marx et Lénine l'avaient prévu, l'Europe redeviendra le cœur de la révolution mondiale et c'est de son prolétariat qu'il faudra alors entendre la **volonté**.

La FIAT, nouveau bâtisseur du socialisme

Tout le monde connaît l'importance de la Fiat dans la vie économique italienne. Née à la fin du siècle dernier, la grande société turinoise s'est rapidement développée jusqu'à devenir une des principales entreprises du monde capitaliste (plus d'un million de véhicules par an). Principal fournisseur industriel de l'Italie durant la première guerre mondiale, elle subit l'occupation ouvrière en 1920 ; la résistance du capitalisme italien et de son gouvernement, l'absence d'un parti communiste, le reflux de la vague révolutionnaire devaient restituer leurs biens à ses patrons. La société reprit son essor à l'ombre protectrice du fascisme. Le « Duce » rendit visite à l'usine, accueilli par son état-major au complet. Il serra beaucoup de mains. Celle du sénateur Agnelli, celle de Valletta qui avait revêtu la chemise noire pour l'occasion.

Récemment, Valletta est devenu président honoraire à vie de la Fiat. C'est sous sa direction que l'entreprise, sauvée des destructions par les « partisans » anti-fascistes, a repris son développement après la seconde guerre en perfectionnant ses méthodes productives et en se lançant sur le marché mondial. Oubliant les vieilles mains serrées, Valletta défend maintenant dans son journal « La Stampa » le gouvernement de « centre-gauche » ; il est le créateur de ce mythe Fiat qui attire à Turin une foule d'ouvriers chassés du sud par la faim et le chômage. La carotte d'abord : assistance médicale gratuite, appartements loués par l'entreprise, centres de loisirs, salaires légèrement supérieurs à la moyenne ; le bâton ensuite : menaces, départements d'isolement, représailles, transferts, licenciements. Ainsi s'est créée, au prix d'une terrible intensification du travail et d'une sévère discipline d'usine, une couche d'aristocrates ouvriers. « A la Fiat, disait-on, on ne fait jamais grève ! ».

Le mythe de Valletta faillit s'écrouler au cours de l'été 1962 lorsque les ouvriers de la Fiat descendirent en masse dans la rue et y manifestèrent avec une violence telle que toute la presse italienne unanime les couvrit d'injures. Mais les « syndicalistes » et les « communistes » vinrent à sa rescousse : ils prêchèrent la modération, le sens des « responsabilités » et surent faire régner à nouveau l'ordre à la Fiat, plus efficacement sans doute que les escadrons de police qui avaient été amenés en toute hâte à Turin.

Voilà, esquissé à grands traits, l'histoire de l'entreprise qui vient de signer avec l'U.R.S.S. (après la Pologne et la Yougoslavie) un accord économique d'une importance exceptionnelle. Valletta, tout sourire, a pu serrer la main du ministre russe Tarasov. Les « public relations » sont importantes pour une grande entreprise et sans doute Valletta ne pensait-il plus alors à sa chemise noire ni à la main de Mussolini. La Fiat est la Fiat, ses intérêts avant tout et, du reste, entre patrons on se comprend.

Les dirigeants syndicaux comprennent aussi les intérêts de la production nationale : une grève à la Fiat a été retardée d'une semaine pour ne pas troubler la visite de la délégation soviétique qui a pu ainsi vérifier directement le haut niveau de productivité de cette usine-pilote (un ouvrier y produisait 2,22 voitures en 1952 et 10,24 en 1965) : nul doute que les patrons russes aient retenu la leçon.

Les termes de l'accord ne sont pas complètement connus ; à ce qu'il semble, il porterait sur une somme de quelque 1.500 millions de francs pour la construction d'une entreprise de 35.000 ouvriers produisant 2.000 voitures par jour ; d'autres entreprises italiennes sont intéressées (Olivetti en particulier), ainsi que les grands établissements financiers et d'autres firmes européennes (Renault en particulier qui compte pour cela sur le commissaire de Gaulle) pourraient y être associées.

Dans une envolée lyrique, « La Stampa » décrivait les grandes routes qui, partant de tous les points-clés de l'Europe occidentale (Rome, Paris, Francfort), auraient poussé, par-delà Moscou et l'Oural, jusqu'au Pacifique. Rappelant que les Russes sont en train de conclure d'autres accords avec les pays in-

dustriels avancés, France, Angleterre, Japon, ce journal rêvait aux files de voitures produites en collaboration et sillonnant les routes de l'U.R.S.S.

Pour nous, cette pénétration du capitalisme occidental en Russie n'a rien d'étonnant et nous l'avons depuis longtemps prévue. Mais elle sonne le glas de tous les mensonges sur le « socialisme dans un seul pays ». Staline pouvait encore prétendre que s'édifiait derrière le « rideau de fer » une puissante industrie qui, en concurrençant celle des vieux pays capitalistes, accentuerait leurs rivalités et précipiterait le déclenchement d'une crise qui n'atteindrait pas l'U.R.S.S. Khrouchtchev, déjà, tenait un autre langage : il ne prédisait plus de crise mais lançait une compétition pacifique entre soi-disant socialisme et capitalisme bien réel : commerçons et tout sera réglé harmonieusement ! On voit comment évolue la compétition : au profit du capitalisme le plus moderne, le plus concentré, le plus « compétitif », l'U.R.S.S., pays tout aussi capitaliste que les autres, mais relativement arriéré, offrant son marché comme débouché au capital accumulé en Occident. Tout autre chose que la crise pronostiquée par Staline : l'U.R.S.S. fonctionne comme une soupape de sûreté pour l'impérialisme sur-développé.

A toute vapeur, l'U.R.S.S. rentre dans le giron du marché mondial, poussée par une force dont les Staline, les Khrouchtchev ou Kossyguine ne sont que les agents. La phase d'édification stalinienne non

du « socialisme russe », mais de l'infrastructure productive d'un capitalisme moderne est achevée ; il ne suffit plus de « construire », il faut construire à bas prix, augmenter à toute force la productivité du travail. L'U.R.S.S. entre dans la « société de consommation », comme on dit dans le jargon moderne, et l'automobile en est le pilier ; réclamée à grands cris par les couches moyennes soviétiques avides de jouir de la part de plus-value qui leur échoit, elle sera demain une incitation pour l'ouvrier à se soumettre aux exigences d'une productivité démentielle.

L'affaire est de taille et nos monopoles peuvent se frotter les mains ; il ne suffit pas de produire des voitures, en effet, il faut aussi leur construire des garages, un réseau routier, une chaîne de distribution de carburant. L'ironie de l'histoire a voulu qu'au moment même où l'U.R.S.S. parle de quadrupler sa production de voitures, la production automobile américaine entre en crise : petite illustration de l'anarchie du capitalisme.

Mais si le rideau de fer est ainsi pulvérisé par les marchandises et les capitaux occidentaux, cela signifie que les prochaines crises frapperont également l'U.R.S.S. et que son prolétariat aura sa part à jouer dans la lutte pour la révolution mondiale. En attendant, c'est le mythe du socialisme national russe qui s'effondre sous les coups de boutoir de l'expansion capitaliste : qui croira, en effet, que la Fiat, Krupp ou Renault apportent leur pierre à la construction du socialisme ?

Les « Marxistes-Léninistes »

(Suite de la 1ère page)

enfin à la lutte anti-bourgeoise : donner une couleur subversive et de classe à une « lutte » dont Staline lui-même disait ouvertement dans ses « Problèmes du Socialisme » qu'elle ne visait nullement au socialisme, comme le mouvement de la Troisième Internationale du premier après-guerre, mais à la paix, la « paix » qui, pour les marxistes, est essentiellement le statu-quo, la conservation sociale !

Nos misérables « marxistes-léninistes » de « L'Humanité Nouvelle » sont, eux aussi, dotés de ce « cœur » chauvin qui pousse les Français à crier « bravo ! » quand la V^{ème} République dont ils dénoncent à l'envie le caractère « anti-social » (quelle République bourgeoise ne l'est-elle donc pas ?) prend de belles attitudes d'indépendance face aux U.S.A. impérialistes ; mais ils sont aussi de pseudo-communistes, et en tant que tels, ils doivent tenter de dissimuler leur chauvinisme derrière des considérations d'apparence plus ou moins classiste. Ecoutez plutôt le raisonnement qui fait suite à la chose seule

elle et sincère chez eux : le cri du cœur français :

« ces bases étrangères constituent un grave danger à la fois pour nos peuples et pour d'autres peuples contre lesquels elles peuvent être utilisées », car elles peuvent l'être « d'un moment à l'autre... conformément à l'article 4 du Pacte atlantique qui prévoit l'intervention de toutes les forces de l'O.T.A.N., en premier lieu des forces américaines pour réprimer par la force tout mouvement populaire qui menacerait la solidarité impérialiste en Europe. »

Mais si l'O.T.A.N. est effectivement une police de classe, le seul « mouvement » possible dans l'Europe moderne susceptible de provoquer son intervention armée est un mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Laissons de côté le fait qu'un tel mouvement est encore fort loin, étant donnée la confusion d'idées qui règne dans la classe ouvrière après des dizaines d'années de « marxisme-léninisme » aussi misérable et mensonger que celui de « L'Humanité Nouvelle ». Il reste qu'il faut toute la stupidité du pacifiste anti-impérialiste petit-bourgeois pour s'imaginer qu'il suffit que des bases étrangères soient démantelées pour que la conservation bourgeoise soit privée de sa capacité de répression contre-révolutionnaire, et pis encore, que ce soit notre bourgeoisie nationale qui puisse nous faire ce cadeau ! Pas plus que l'impérialisme lui-même, la force de répression du capitalisme mondial ne se grignote pacifiquement, pays par pays, et sur initiative bourgeoise par-dessus le marché ! La puissance de l'impérialisme, les réserves de forces répressives contre le prolétariat contenues dans des organisations de type O.T.A.N. ont une même et unique base : la cohésion du régime bourgeois, l'appui inconscient que continuent à lui donner un prolétariat fourvoyé dans les illusions pacifistes, l'attentisme, l'im-médiatisme petit-bourgeois. C'est cette base-là qui doit être ébranlée, et les contradictions du capitalisme contemporain finiront bien par le faire, en dépit de l'opium nationaliste et démocratique répandu par tous les traîtres qui osent se couvrir du grand nom de Lénine et de Marx.

C'est alors et seulement alors qu'on verra vaciller toute la superstructure des défenses de classe de la bourgeoisie impérialiste, c'est alors et seulement alors, dans le fracas de la lutte révolutionnaire, que nous l'abattons. Mais bien stupide serait celui qui s'imaginerait qu'auparavant, avec ou sans « bases étrangères sur le sol de notre pays », la bourgeoisie mondiale, dont les rivalités jouent à plein en notre époque actuelle de paix sociale, ne se mobilisera pas à nouveau comme un seul homme pour conjurer la terrible menace !

La "grève" du 17 mai

(Suite de la première page)

mais — dites-vous — d'une « acuité particulière », parce que, selon vous, les ouvriers, en présence du développement de la production, ont « pris conscience » de ce « qu'ils ne reçoivent pas leur juste part du produit de l'expansion qu'ils contribuent à réaliser ». Comme cela est dit avec élégance ! En langage marxiste cela signifie que la masse des produits mis sur le marché s'accroît sans cesse grâce aux efforts productifs des salariés (et donc, avec elle, les besoins qu'elle crée ou stimule) tandis que la part de produit social restituée aux travailleurs sous forme de salaires est toujours, en valeur réelle, plus réduite. Il n'est pas question là-dedans de « justice » mais de loi économique : le développement du machinisme entraîne la diminution continue de la valeur de la force de travail, donc une courbe décroissante du salaire réel.

Contre ce phénomène, inéluctable dans la société capitaliste, la classe ouvrière peut lutter lorsqu'elle sait surmonter en son sein toute concurrence et faire bloc contre la bourgeoisie. Il lui faut pour cela une notion exacte de ce que sont les rapports capitalistes de production et une conviction ferme de les abattre. Sur ce point il ne peut se poser qu'une seule question : pourquoi la classe ouvrière, qui a mené au cours de son histoire de grandioses luttes contre le capital, succombe-t-elle à la division et à la concurrence ; a-t-elle perdu tout espoir révolutionnaire ? La réponse doit vous être jetée au visage, à vous les « gérants loyaux du capitalisme » et tous vos frères en démocratie, les faux communistes du P.C. en tête : si la classe ouvrière est désarmée devant le capitalisme gaulliste c'est parce que vous l'avez odieusement trompée sur la nature du capitalisme tout court. Vous l'avez trompée à l'époque du tripartisme et des promesses de « lendemains qui chantent » comme vous la trompez encore en lui faisant espérer une amélioration de son sort en cas de victoire du « contre-gouvernement » ou de toute autre coalition « démocratique ».

Que racontiez-vous donc, en écho aux « communistes » de l'époque, lorsque, après la Libération, les ouvriers posèrent leurs revendications et manifestèrent leur colère ? « Vous ne pouvez revendiquer — leur disiez-vous en ces temps oubliés — puisque tout manque, puis-

que tout est détruit ; quand tout se sera remis sur pied, alors, vous aurez votre juste part ». Et vous les incitez à « reconstruire », à redoubler d'efforts et d'assiduité dans la production. Sur cette base, la seule chose qui pouvait et devait se reconstruire c'était le capital.

Et cela fut fait ponctuellement, grâce à votre œuvre persévérante et à celle de vos complices dans les syndicats. Vous, au gouvernement, vous bloquiez les salaires et déconsidérez les grèves. Eux, à la tête des organisations ouvrières, détruisaient systématiquement les formes les plus traditionnelles de résistance à l'exploitation, installaient le salaire aux pièces, les primes de rendement, d'assiduité. Comme le capital n'est pas fait pour partager équitablement le produit, qu'il ne peut vivre, au contraire, que s'il en soustrait une part toujours plus grande sous forme de plus-value, la classe ouvrière, après vingt ans de réaccumulation capitaliste, se trouve, au milieu d'une débauche productiviste sans précédent, réduite toujours à la portion congrue.

Les mêmes griefs peuvent vous être faits en ce qui concerne la durée de la journée de travail, à propos de laquelle vous dites que la France est « en retard » par rapport à l'Europe et à « sa propre situation d'il y a trente ans » et en ce qui concerne la sécurité de l'emploi, pour la sauvegarde de laquelle le gouvernement « n'a fait que des efforts dérisoires ». De pareilles constatations sont particulièrement impudentes dans la bouche des productivistes forcés que vous fûtes et il est vraiment cocasse de vous entendre protester, vous les partisans du Marché commun et de la « compétitivité » de la production française, contre les désastreuses conséquences sociales de la concurrence capitaliste internationale.

A propos de tout vous dites que c'est la faute du gaullisme et vous vous scandalisez, notamment, de ce que Pompidou « ne songe qu'à accroître les profits ». Mais vous nous rabâchez sans arrêt que son gouvernement est celui des monopoles et de la haute banque. Pourquoi diable serait-il venu au pouvoir si ce n'est pour y faire ce qu'il fait ? N'est-il pas arrivé à point donné pour recueillir les fruits de votre propre œuvre de pseudo-réformisme décevant et de sape effective de toute l'énergie ouvrière ? N'a-t-il pas surgi au moment précis où,

grâce à votre labeur acharné de division matérielle des travailleurs, il n'était plus nécessaire de contenir l'agitation sociale par des concessions, même minimales, mais où, par contre, il était urgent, pour le capitalisme français affrontant le marché international, de serrer la vis, et indispensable de pouvoir le faire sans risquer de provoquer chez les ouvriers une réaction qui aurait tout remis en cause ? Osez-vous prétendre que — « les choses étant ce qu'elles sont » — vous pourriez, en cas de succès électoral, agir autrement ?

Le crime de l'opportunisme en général, c'est d'œuvrer à faire croire aux ouvriers que, sans luttes acharnées, ils peuvent se défendre contre les empiètements du capital. Le crime de l'opportunisme actuel c'est de leur promettre un capitalisme meilleur et, par là, de les détourner de la préparation de la révolution communiste. Cette fonction remplie par l'opportunisme constitue l'arme la plus puissante du capitalisme qui, aux moments cruciaux de son histoire, n'a pas d'autre ressource que d'appeler ce serviteur fidèle au timon de l'Etat. Ce phénomène s'est vérifié des dizaines de fois : quand la société capitaliste est secouée par la crise et la guerre, les partis démocratiques viennent au gouvernement pour calmer et tromper les masses en attendant que, l'agitation sociale étant calmée, les représentants directs du grand capital reprennent les rênes du pouvoir.

Mais cette médecine traditionnelle, la bourgeoisie répugne de plus en plus à en faire usage. Aussi faudra-t-il une grande crise pour que la gauche bourgeoise retrouve en France une chance de gérer l'Etat du capital. En attendant cette conjoncture, les syndicats qui soutiennent cette gauche ne glisseront-ils pas sur la pente de « l'intégration » qui les mettra directement à la merci du pouvoir capitaliste ? Nous n'en savons rien. Ce dont nous sommes sûrs c'est que n'importe quelle solution fondée sur la plateforme de « rénovation démocratique » n'est que trahison des intérêts immédiats et futurs de la classe ouvrière. Le prolétariat révolutionnaire y opposera sa perspective historique de dictature prolétarienne dont le souffle ardent est indispensable pour donner aux luttes immédiates leur plus minime chance d'efficacité.

Le Socialisme est avant tout l'abolition du salariat

(Suite et fin du précédent numéro)

Après avoir exposé l'utilisation du produit social dans la société socialiste et, en particulier, expliqué comment l'actuel « surtravail », désormais limité aux besoins réels de la société, deviendra jouissance collective de cette société, Marx en vient à la question essentielle : celle de l'abolition du salariat.

« Maintenant enfin — écrit-il — nous en venons au seul « partage » que, de façon étroite, sous l'influence de Lassal, le programme ait en vue, c'est-à-dire à cette fraction « des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs de la collectivité. Le " produit intégral du travail " (c'était l'expression initiale du programme, N.D.R.), s'est déjà « métamorphosé entre nos mains en " produit partiel ", « bien que ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve, directement ou non, en tant que membre « de la collectivité ». (Souligné par nous).

Pourquoi Marx peut-il écrire cela ? Parce que la fraction qui, actuellement, prend la forme de *surtravail*, se transforme, dans la société socialiste, en *moyens de jouissance* pour toute la société : tout le monde profitant alors dans une même mesure de tout perfectionnement technique accroissant le nombre et la qualité des objets de consommation et de production, de toute économie de l'effort consécutive à l'introduction des machines, etc... alors que dans la société capitaliste, non seulement ce perfectionnement technique ne sert qu'à intensifier le rythme du travail, mais encore les salariés n'accèdent aux résultats de ce perfectionnement qu'en fonction de la valeur de leur force de travail, qu'en raison du salaire plus ou moins élevé que celle-ci leur permet d'obtenir.

Il suffit de lire la suite de la « Critique du programme de Gotha » pour vérifier la formule fameuse : « Chez Marx, pas une parcelle d'utopie » : « Ce « à quoi nous avons à faire, dit-il, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur une base qui lui soit propre, mais telle qu'elle vient, au contraire, de sortir de la société capitaliste; par conséquent une société qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les marques matérielles de l'ancienne société de laquelle elle sort. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalca-tions une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné c'est son quantum individuel de travail. Par exemple la journée de travail consiste en la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il a prise. Il reçoit de la société un "bon" constant qu'il a fourni tant de travail (déduction faite du travail effectué pour le fonds collectif) et avec ce bon, il retire des stocks sociaux une quantité d'objets de consommation correspondant à la valeur de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme ».

Marx prend ici le soin de préciser que ce principe est le même « que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est un

« échange de valeurs égales ». Qu'est-ce donc qui, dans ce système, diffère du système actuel? Deux choses extrêmement importantes : d'abord

« Rien d'autre que des objets « de consommation individuelle « ne peut entrer dans la propriété des individus », ensuite « nul ne peut rien fournir d'autre que son travail ».

Ces deux clauses interdisent, littéralement, l'utilisation de la valeur comme capital. Quiconque, en raison de la quantité supérieure de travail fourni, grâce à ses aptitudes, son zèle, son habileté, etc., perçoit plus de produits de consommation qu'un autre, peut bien tous les dévorer, il ne peut les accumuler : l'avantage qu'il retire de ses facultés propres est aussi éphémère que les produits qu'il retire de leur usage. Personne, par ailleurs, ne peut utiliser sa part de produit social à un échange bénéfique quelconque et, surtout pas, à un échange contre de la force de travail.

Comme nous l'avons indiqué au passage, le texte de Marx contient une polémique sévère contre les conceptions lassaliennes du « partage équitable » du produit et du « droit égal » des travailleurs. Faute de place nous ne pouvons ici qu'en relever les idées directrices : elles confirment le souci de Marx de préciser soigneusement le contenu, l'importance et la limitation immédiate de chaque mesure du programme prolé-

rien sur la voie de la transformation socialiste de la société. Marx souligne notamment que le droit égal que déterminent les règles énoncées ci-dessus

« Reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité de mesure commune ».

Ce qui signifie ceci : alors que dans la société capitaliste, les inégalités existantes entre forces de travail diverses concourent à renforcer et à accroître la domination du capital, dans le premier stade de la société socialiste, elles ne subsistent plus qu'à l'état « d'injustices » provisoires ; injustices qui n'ont aucune conséquence sur le plan social, qui disparaîtront progressivement mais dont on doit garder conscience pour ne pas se payer de mots. Ainsi, « un individu l'emporte physiquement et moralement sur un autre », « un ouvrier est marié, un autre non », « l'un a plus d'enfants que l'autre, etc... », « à égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc... » « Mais ce sont-là — ajoute Marx — des inconvénients inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est

« sortie de la société capitaliste « après un douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un niveau plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation sociale qui lui correspond ».

Quand donc sera atteinte cette forme sociale harmonieuse dont rêvaient déjà les socialistes utopistes du siècle dernier ? Marx nous le dit tout de suite :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissant subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu, non seulement moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence ; quand, avec le développement des individus, les forces productives iront croissant, et que toutes les ressources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

A la lecture de cette formidable énonciation du mouvement

Le manque de place nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro la publication des « Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial » et d'un article sur « Juin 1936 ».

A La Seyne, le capital seul est "sauvé"

Nous avons déjà parlé des chantiers de construction navale de La Seyne à propos de la fermeture de ceux de Port-de-Bouc et nous avons souligné à cette époque la tactique syndicale aberrante qui a consisté à désolidariser le personnel de La Seyne et celui de Port-de-Bouc au nom de vagues promesses de sauvetage de l'entreprise. Les événements de ce mois nous montrent ce que valaient ces promesses pour lesquelles les dirigeants syndicaux ont sabordé le minimum de solidarité existant entre les salariés de ces deux chantiers également menacés par la crise.

Après le tour de Port-de-Bouc, c'est donc maintenant celui de La Seyne. Les ouvriers se sont livrés aux diverses protestations symboliques devenues désormais rituelles : grèves limitées, "marche" sur Paris, interventions auprès des officiels, etc... Le tout, bien entendu, sans autre résultat que de stimuler la réaction patronale à laquelle le précédent lamentable de Port-de-Bouc avait certainement redonné du poil-de-la-bête : « Faites ce que vous voulez — aurait dit le directeur aux ouvriers — les licenciements sont décidés et vous n'y changerez rien ».

Pourtant, cette fois-ci, le scénario est un peu modifié. du côté patronal. Les chantiers ne seront pas liquidés mais rachetés par la Société Herliq et momentanément aidés de subventions de l'Etat. La chère Entreprise que les syndicalistes actuels veulent toujours, à tout prix, défendre, est donc sauvée et, à l'annonce de cette décision, les responsables ont pu se déclarer satisfaits. Mais l'opération se solde, à longue échéance, par une reconversion totale des chantiers et, dans l'immédiat, par la mise au chômage de 250 à 300 ouvriers, qui s'ajoutent, bien entendu, aux centaines d'autres licenciés durant les mois précédents.

Ainsi, que l'entreprise soit dissoute comme à Port-de-Bouc ou "sauvée" comme à La Seyne, le résultat est toujours

le même pour une partie au moins des donneurs de force de travail : ils sont jetés sur le pavé ou "reconvertis" dans des activités moins rémunératrices. Cela suffirait à condamner la désastreuse politique syndicale qui consiste à défendre, non pas la force de travail, mais l'entreprise ou la région menacée. En régime capitaliste, on ne peut, en effet, sauver l'entreprise, la région, la production nationale qu'en se pliant aux mêmes lois économiques qui, déjà, ruinent la force de travail et dégradent la condition ouvrière. Tandis que le Marché commun, l'abaissement des frontières douanières affectent durement l'activité des ports, chantiers, mines, et ruinent des régions entières, l'automatisation et l'électronique réduisent des ouvriers qualifiés à l'état de simples manoeuvres. C'est toujours le même phénomène spécifiquement capitaliste d'implacable concurrence qui s'accompagne d'un incommensurable gaspillage de forces humaines et de produits matériels, et dont seule la révolution communiste prolétarienne pourra libérer l'humanité.

La leçon amère des vicissitu-

des successives des salariés de Port-de-Bouc et de La Seyne est facile à tirer : c'est lorsque les exploités seront convaincus de n'avoir rien à défendre de l'infâme société capitaliste, ni entreprise, ni région, ni patrie, qu'ils trouveront la force, dans l'immédiat d'opposer un front de classe à l'exploitation, dans le futur de la détruire à tout jamais.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1966

Liste n° 5

Alain, 40 ; Montreuil, 5 ; Russo et R., 80 ; Christian, 15 ; Gilbert, 3,40 ; François, 14 ; Pour "Le Proletaire", 5 ; Pour la presse, 5 ; Lucien, 12 ; Aix, 16 ; Jean, 3,40 ; Piccino, 10 ; Gérard, 5,50 ; François, 20 ; Christian, 10 ; Pour que vive notre presse, 12 ; Cecchino, 5 ; Ferrari, 5 ; Cessenatico, 10 ; Filippo, 5 ; Roma, 5 ; Cecchino, 5 ; Mario, 10 ; Cecchino, 5 ; Bruno Bor-giataro, 5.

Total liste n° 5 246,30 F

Total précédent ... 1.756,47 F

Total général ... 2.002,77 F

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le numéro d'avril-juin est paru

Au sommaire :

- La philosophie du "dialogue".
- Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie, copie conforme de la "Charte du travail" fasciste.
- Le mouvement social en Chine.
- Sur un chapitre inédit du CAPITAL.
- Le XXIII^e Congrès du P.C. russe.

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 25 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.

LETTRE DE BELGIQUE :

Des ouvrières en grève

Durant onze semaines plus de 3.000 ouvrières et 200 jeunes ouvriers de l'usine d'Herstal (près de Liège) de la Fabrique nationale d'Armes, ont fait grève pour obtenir une augmentation de 5 F. belges par heure, portant leurs salaires au même niveau que celui des hommes pour un travail égal (la fameuse égalité des salaires promise depuis 1919 par l'Organisation Internationale du Travail, proclamée par l'O.N.U. en 1948, dans sa « Déclaration des Droits de l'Homme », confirmée par le Traité de Rome de 1958 instituant la Communauté économique européenne — nous en passons — et, dans la plupart des cas, restée lettre morte).

Excédées par les manœuvres dilatoires de la direction de l'entreprise, les ouvrières débrayèrent spontanément le 9 février et manifestèrent dans l'usine. Elles reprirent cependant le travail après l'intervention des délégués syndicaux, mais exigèrent pour le 16 une réponse de la direction. Celle-ci, croyant avoir brisé le mouvement, puisqu'elle avait obtenu la reprise du travail, ne manqua pas d'avancer ce jour-là de nouveaux prétextes afin de remettre à plus tard encore la discussion des revendications.

Les ouvrières s'assemblèrent alors. Dans l'enthousiasme elles décidèrent la grève sans limite de temps et entonnèrent l'« Internationale » comme elles allaient le faire à chacune de leurs réunions et dans les manifestations à Herstal et à Liège. L'unanimité fut telle qu'à aucun moment il n'y eut besoin d'organiser des piquets de grève. Wallonnes, flamandes, italiennes ; syndiquées et non-syndiquées ; femmes et jeunes travailleurs ont formé un bloc homogène, du début à la fin.

Il ne nous est pas possible, faute de place, de décrire en détail le déroulement de cette lutte ni des mouvements de grève des ouvrières des usines d'Herstal et de Charleroi des « Ateliers de Constructions électriques de Charleroi » et de l'entreprise Schreder à Ans, près de Liège, qui ont eu lieu au cours de la même période. Nous devons nous borner à examiner l'attitude des organisations qui prétendent diriger la classe ouvrière et avoir sa confiance, ou qui affirment en constituer l'avant-garde.

Constituant l'avant-garde présenté à l'une des assemblées des grévistes par un chef syndical socialiste, la « Libre Belgique » du 10 mars déclarait :

« (...) quoi qu'ils en disent à présent, les dirigeants syndicaux ont été pris de court par cette grève décidée à l'origine par les femmes elles-mêmes en dehors de tout mot d'ordre syndical. Comme toujours en pareil cas, les organisations syndicales sont montées sur le convoi en marche et en ont repris en mains la direction. Il reste que les syndicats paraissent beaucoup moins enthousiastes que les ouvrières en grève ».

Le même journal, brochant un tableau de la situation, expliquait le 19 avril :

« Après neuf semaines de grève, l'enthousiasme semble intact. L'intransigeance aussi. Les grévistes brandissent les mêmes slogans qu'au premier jour et formulent les mêmes exigences. Les syndicats les soutiennent et leur paient des indemnités. Mais, en réalité, leur attitude, tant à Herstal qu'à Charleroi, où les ouvrières des A.C.E.C. ont également débrayé, prouve qu'ils ne sont pas de chauds partisans de ces grèves, loin de là. Mais ils n'osent le dire aux femmes grévistes de peur qu'elle ne se révolte contre eux. C'est tout le drame de cette grève qui, sans l'impudence des syndicats, serait sans doute terminée depuis longtemps. (...) Ils essaient donc de contrôler le mouvement de revendication et de le canaliser vers l'apaisement. Ils y réussissent tant bien que mal, et plutôt mal que bien. (...) Ce n'est pas la première fois que les syndicats sont dépassés par leurs troupes. A Zwartberg déjà, les délégués syndicaux se sont fait houspiller et même « passer à tabac » par les mineurs. MM. Cool et Major (respectivement président et secrétaire général des syndicats chrétiens et socialistes - NDLR) sont parvenus à sauver la situation en négociant directement un accord avec le gou-

vernement. (...) Le désarroi syndical pose, en outre, un grave problème d'ordre pratique. Il est évident que les patrons ne pourront plus négocier utilement avec les syndicats, si ceux-ci ne sont plus suivis par leurs troupes ».

Ces quelques extraits d'un quotidien de droite, défenseur du capital sous toutes ses formes, pourfendeur du marxisme et dont chaque rédacteur est un lèche-fesse patenté des « grands » de ce monde : papes, rois, princes et milliardaires, montrent ce que la bourgeoisie attend, exige des chefs syndicaux : qu'ils lui livrent un prolétariat soumis, résigné et abruti, instrument docile au service de l'économie nationale. La « Libre Belgique » qui prétend voir dans chaque social-démocrate serait-il ministre ou l'aurait-il été, un dangereux révolutionnaire traduit le désarroi des exploités lorsque les bonzes syndicaux perdent le contrôle ne fût-ce que d'une petite partie de « leurs troupes ».

Si les bureaucrates de la Fédération Générale du Travail (de Bel-

gique et de la Confédération des Syndicats chrétiens, groupées dans toutes les régions et dans toutes les industries en un front commun syndical) ont été obligés de verser les indemnités de grève, ils n'ont rien fait pour étendre la lutte. A Herstal, les ouvrières ont continué à travailler, attendant passivement leur mise en chômage (4.700 sur 7.000) provoquée par la grève des femmes, alors qu'il aurait fallu que les 10.000 travailleurs de l'entreprise, hommes et femmes unis, fassent bloc dans la lutte contre la direction. L'organisation patronale, la Fédération des Industries Belges, ayant menacé de ne pas participer aux pourparlers relatifs à la Fabrique nationale d'Armes tant que les ouvrières des A.C.E.C. n'auraient pas repris le travail à Herstal et à Charleroi, les valets du capital qui dirigent les syndicats ne trouvèrent rien de mieux, pour renouer le désir de leurs maîtres, que de reprocher aux grévistes de ces deux usines... leur manque de solidarité à l'égard de leurs camarades de la F. N.

Lettre d'Italie

A en croire les Centrales syndicales, la fin de 1965 aurait dû être la veille d'une attaque générale des forces industrielles du prolétariat italien, et des métallos en particulier. La presse de l'opportunisme syndical et politique brandissait des menaces contre le patronat, et les ouvriers, par malheur, s'y sont laissés prendre.

L'année en cours a pourtant commencé sans qu'aucune de ces menaces n'ait été exécutée. Les grandes grèves industrielles annoncées se sont réduites à des mouvements de catégories isolées, rarement étendus à tout un secteur et le plus souvent limités à une seule entreprise. La fameuse « articulation » de l'agitation, c'est-à-dire la fragmentation rationalisée, on pourrait dire scientifique, des luttes ouvrières a été et continue d'être le moyen d'épuiser l'énergie et les ressources économiques des masses.

Les ouvriers attendaient impatientement une riposte puissante et massive à l'action capitaliste défensive, par le chômage et les baisses de salaire, le profit qui avait fortement baissé à la suite du ralentissement de l'expansion. En 1964, la production avait marqué une stagnation complète, tandis qu'en 1965 une légère augmentation avait pu donner l'impression d'une reprise économique. Depuis deux ans les politiciens bourgeois, directeurs aidés par les sociaux-démocrates de droite (P.S.D.I.) et de « gauche » (P.S.I.) unis dans le gouvernement de « centre-gauche », et indirectement par l'« opposition constitutionnelle » du P.C.I., ont charmé la petite bourgeoisie et le prolétariat par le lancement de plans de production, d'investissements, d'« aides » à la petite et moyenne entreprise, de subventions à la petite propriété paysanne et aux coopératives agricoles, de plans pour la reconversion des zones « déprimées », l'aménagement des villes, etc...

Pendant deux ans, grâce à cette campagne publicitaire de démagogie mégalomane, la bourgeoisie italienne a mené les travailleurs par le bout du nez, leur faisant supporter sans réaction appréciable cette autre campagne bien réelle de licenciements qui a frappé au total un million et demi des leurs environ. Cette œuvre de défense du profit n'a pu être menée impunément par le capitalisme italien qu'avec l'appui des faux partis ouvriers et de la politique contre-révolutionnaire des centrales syndicales. Celles-ci, pour mieux seconder les mesures prises par le capitalisme, ont même conclu un pacte « tacite » d'unité

Tout a été mis en œuvre pour faire céder les ouvrières : la démagogie d'abord, ensuite les menaces, le chantage, et même les brutalités de certains délégués syndicaux (ce qui a fait redémarrer la lutte à Charleroi le 18 avril). Le tout agrémenté des dégoûtantes pratiques chères à la démocratie : votes secrets, appels aux autorités communales, provinciales et de l'Etat (le ministre du Travail devait finir par mettre au point le compromis tant souhaité).

Inutile de dire que rien n'a été fait non plus pour étendre le mouvement à d'autres entreprises, à d'autres industries ce qui eût été le seul moyen pour rabattre le caquet de ces messieurs de la direction lesquels ont eu le culot de déclarer dans un communiqué que les ouvrières de la F. N. « sont mieux traitées que les actionnaires » (Les bénéfices de la société ont atteint 85 millions de F.B. en 62-63, 275 millions en 64-65, 1.437 millions de 1958 à 1965 ; de 1950 à 1953 près d'un milliard de dividendes ont été distribués à ces malheureux actionnaires, 1.800 millions ont été affectés aux fonds de réserves et d'amortissement).

Durant presque trois mois qu'a duré la grève, « syndicats » l'organe central de la F.G.T.B. n'en a parlé que deux fois, en de courts articles insipides et inoffensifs.

Ce sont ces social-bourgeois, ces « socialistes » rampants que les khrouchtchéviens, à la recherche d'une « nouvelle majorité » sur le plan parlementaire, ont soutenu, se gardant bien, eux aussi, de précéder l'extension de la grève. Voici quelques extraits de leur journal « Le Drapeau Rouge » (sic) qui montrent à quel degré de vilénie ces « communistes » domestiqués sont tombés :

« Ce n'est pas à nous de décider ce qui doit être fait dans l'action revendicative en cours chez les travailleuses et principalement à la F.N. Il faut que dans cette dernière entreprise mais aussi dans les autres, les problèmes soient résolus par la démocratie syndicale. (...) Les pouvoirs publics étant concernés par l'application hypocrite que les patrons font du traité de Rome, il semble qu'il ne serait pas superflu que les travailleurs aillent protester chez les parlementaires, les autorités provinciales et communales afin de donner plus d'ampleur à leur lutte en assurant le soutien des mandataires des masses laborieuses. (...) Syndiquées à 90 %, les travailleuses de la F.N. aujourd'hui en grève au nom de leur dignité de travailleuses, bénéficient de l'appui unanime et dynamique de la F.G.T.B. et de la C.S.C. Ainsi appuyée, leur lutte doit être victorieuse ! (...) D'autre part, cette victoire (aux A.C.E.C. - NDLR) est également une manifestation de solidarité avec la F.N. car les revendications des ouvrières de cette entreprise pourront aboutir plus facilement après la solution qui vient d'intervenir aux A.C.E.C. ».

C'est, mot pour mot, les mêmes arguments que les bonzes syndicaux, et la « victoire » la voici : 2 F. d'augmentation par heure établie sur 18 mois (1 F. au 1-1-66, 70 centimes au 1-1-67 et 30 centimes au 1-7-67) !

Les « communistes » dégénérés pro-chinois, à la recherche eux d'une nouvelle virginité après dix années de khrouchtchévisme, s'ils ont eu une attitude beaucoup plus ferme en ce qui concernait les revendications des ouvrières et l'appui à leur apporter, n'ont pas manqué l'occasion de semer un peu plus de désarroi dans l'esprit des travailleuses en s'en prenant à la prétendue trahison nationale du gouvernement à laquelle ils opposent l'action pour le fédéralisme, l'indépendance nationale (de la Wallonie, de la Flandre, de Bruxelles et des cantons de langue allemande ou de la Belgique immortelle ? On nous le dira plus tard ; le bureau politique s'en occupe), le Front uni populaire (vive le peuple !... ces gens finiront par redevenir khrouchtchéviens) et la révolution nationale démocratique (nous qui pensions — avec Marx et Lénine — que la seule révolution à l'ordre du jour en Europe et en Amérique du Nord c'est la révolution socialiste. Ils ont changé tout ça...).

Quant à la gauche qui se prétend socialiste, elle n'a vu dans l'attitude capitaliste des chefs syndicaux qu'un « manque de fermeté », les dénigrant, et encore, certains d'entre eux seulement — sans grande conviction — un jour, pour les approuver le lendemain. Elle a été incapable de concevoir la solidarité avec les grévistes sous une autre forme que l'appui moral et pécuniaire.

Les 3.000 ouvrières de la F.N. ont repris le travail le 9 mai. Comme avant, les unes sont à la chaîne et ne peuvent s'arrêter une minute, les autres doivent alimenter quatre machines à la fois et sont aspergées d'huile sale qui traverse leurs blouses en plastique. Elles demandaient 5 F. d'augmentation par heure, elles devront se contenter de 2 F. et attendre le 1er janvier 1967 pour qu'une nouvelle augmentation leur soit accordée. Voilà le fruit des cogitations du ministre du Travail, voilà ce que la bureaucratie syndicale a présenté comme une grande victoire ! L'impuissance du prolétariat est faite de victoires de cette sorte.

La lutte du prolétariat pour les revendications de salaire, sa lutte pour le socialisme — c'est-à-dire pour l'abolition du salaire — passe par la lutte contre les agents de la bourgeoisie qui dirigent les organisations syndicales. C'est, une fois de plus, la leçon qui se dégage de la grève des ouvrières d'Herstal et de Charleroi, comme à fin janvier de celle des mineurs de Zwartberg.

REUNIONS PUBLIQUES

A PARIS

Le vendredi 10 juin 1966

à 21 heures

Salle Lancry, 10, rue de Lancry (10°)
FASCISME ET DEMOCRATIE :
DEUX ENNEMIS DU PROLETARIAT
(Allemagne : Le triomphe du réformisme)

A MARSEILLE

Le vendredi 1^{er} juillet

à 21 heures

arrière-salle des Danaïdes, Square Stalingrad
LEGENDE ET REALITE DU FRONT POPULAIRE